

**Point 03: Budget primitif 2023 – Budget principal – Budgets annexes – Autorisations de programmes et crédits de paiements – Dispositions budgétaires et comptables**  
**Intervention : Robin SALECROIX (Nantes)**

Madame la présidente, chers collègues,

C'est de nouveau dans un contexte de crise – cela a été rappelé par Pascal Bolo – qu'il nous est proposé d'adopter ce budget. Crise énergétique, crise d'hyperinflation des prix, et crise politique face à l'ampleur du mécontentement vis-à-vis de la réforme mortifère des retraites. Réforme qui n'est pas seulement, en effet, confinée aux débats de l'Assemblée, mais qui impactera de plein fouet nos territoires, et notamment ceux qui sont les artisans dévoués de nos politiques publiques locales.

Je pense bien évidemment à nos agents qui oeuvrent au quotidien pour nos grands services urbains, et qui se verront amputés de leurs deux plus belles années de retraite si cette réforme allait au bout. Je le demande d'ailleurs ici au soutien du Gouvernement : pensez-vous sincèrement que nos agents, celles et ceux qui travaillent dur, nos égoutiers, nos éboueurs, par exemple, vont pouvoir travailler deux ans de plus ? Je vous invite à venir passer quelques heures avec eux, notamment dans nos réseaux d'assainissement, comme j'ai pu le faire, pour venir vous imprégner, au sens propre comme figuré, de leurs conditions de travail et de la pénibilité de leurs missions, et donc, in fine, des impacts potentiels de votre contre-réforme.

En tant qu'élus locaux, nous vivons également les contraintes qui pèsent sur nos budgets, cela a été rappelé, et notamment la perte des leviers financiers dont nous disposions pour répondre aux besoins des territoires et des habitants pour le développement des services publics locaux. La perte d'autonomie financière s'accélère. Elle pose d'ailleurs la question de la libre administration des collectivités, aujourd'hui trop dépendantes des compensations de l'État. Après la suppression de la taxe d'habitation, la compensation devenue partielle des pertes du versement transport, c'est désormais au tour de la CVAE de disparaître, avec des modalités de compensation encore bien floues, affaiblissant une fois encore le lien entre nos entreprises et leur territoire. Cette recentralisation qui ne dit pas son nom ne peut bien évidemment pas nous satisfaire, et ce quelle que soit notre obédience politique.

Malgré le contexte difficile que nous traversons et l'explosion des inégalités, notre Métropole peut s'enorgueillir de parvenir à maintenir les équilibres financiers, à mettre en œuvre sa PPI – qui, pour rappel, représente plus de 3 milliards d'euros sur le mandat – et à contenir notre endettement. En cela, oui, Monsieur Amailland, je suis d'accord sur un de vos propos : notre budget est profondément politique. Nous assumons, en effet, un réendettement progressif pour faire au service de nos

habitants et ne pas léguer une dette invisible, une dette grise à nos enfants et petits-enfants avec un patrimoine, par exemple, vieillissant ou dégradé, ou des services publics locaux en dégradation.

La volonté politique de mener à bien notre projet métropolitain se traduit en 2023, nous l'avons vu par plus de 560 millions d'euros programmés pour des investissements utiles pour nos politiques publiques, qu'il s'agisse des mobilités, de la modernisation de nos transports publics, de la politique de l'eau, de notre engagement pour l'environnement, de la gestion des déchets, ou encore pour l'entretien de nos espaces publics.

Avec ce budget, nous confortons également nos engagements pour l'environnement, en adoptant justement un budget climat pour mieux anticiper et combattre les conséquences du réchauffement, et nous doter d'indicateurs de suivi pertinents. On dit parfois que "la pédagogie, c'est aussi de la répétition", donc je m'excuse d'avance de me répéter pour certains de mes collègues, mais je suis toujours étonné de voir le traitement de l'eau comme classé dans "défavorable" sur le tableau qui vient de nous être présenté. Je ne souhaiterais pas ici que l'on envoie un mauvais signal à nos concitoyens. Boire de l'eau du robinet est un geste écologique, c'est un geste responsable, et c'est aussi un geste économique, d'autant plus vis-à-vis de l'eau en bouteille synonyme de transport routier et de bouteilles en plastique. Voir le classement dans telle ou telle catégorie, il faut le voir bien évidemment aussi à l'aune des alternatives crédibles. Par conséquent, je vous invite à regarder tout cela ensemble, et je me mets à votre entière disposition dans ce cadre. Nous confortons aussi notre détermination à lutter contre les sexismes et les inégalités femmes/hommes à travers la création d'un budget sensible au genre, boussole supplémentaire de notre engagement en la matière.

Enfin, comment ne pas avoir une pensée pour nos agents qui vivent eux aussi la hausse des prix ? Le dégel du point d'indice l'année dernière, quoique bienvenu, nous le savons, ne répond pas à la perte de pouvoir d'achat qu'ils subissent depuis plus de 10 ans. Nous avons donc eu raison de refonder le régime indemnitaire au mois de juin dernier, pour donner un nouveau coup de pouce aux rémunérations de nos agents, n'en déplaise aux partisans de l'austérité de cette assemblée. Les communistes considéreront toujours qu'un meilleur traitement et de meilleures conditions de travail renforceront le bien-être des agents, et in fine, la qualité de nos services publics.

En conclusion, et malgré un contexte contraint – nous l'avons vu –, notre Métropole est dans l'action et continuera à agir au service du développement durable du territoire, du progrès et des solidarités. Le groupe des élus communistes et républicains votera donc ce budget.

Je vous remercie de votre attention.